

La femme indienne et l'économie — condition mineure, problème majeur

Michèle Serre

Native women, lacking a formal education and having experience only in crafts work, find it difficult to enter the work force. Their lack of competitiveness in the market place results in their finding only poor-paying and temporary jobs. Lack of information, lack of education, lack of training, few job opportunities on the reserve, the political approach of employers, the inexperience of Indian women and simple discrimination provide barriers to those wanting a normal working life.

For a long time the government preferred to provide grants to Natives rather than reorganize the economy better to prepare them for jobs. Though, as the author states, the government feels better training has improved the situation in the past few years, she nevertheless feels that Native women have a long way to go in order to share fully in the economy of our country.

L'ÉCART économique énorme qui existe entre les communautés indiennes et blanches

s'explique jusqu'à un certain point par le fait que les Indiens ont été tenus hors de la vie économique de l'ensemble du Canada pendant très longtemps. Actuellement, seule la moitié de la population active féminine autochtone occupe une place sur le marché du travail comparativement à la population blanche de même type. Confinée depuis trop longtemps au domaine artisanal, la femme indienne qui veut devenir salariée, se trouve immédiatement handicapée par son manque de préparation scolaire. Son inexpérience ne lui permet pas de concurrencer la main-d'oeuvre canadienne et elle ne trouve que des sous-emplois, des engagements temporaires et des salaires sous payés. Il faut souligner que les autorités gouvernementales ont préféré pendant longtemps donner des subsides et de l'aide directe aux Indiens dans le besoin plutôt que d'organiser leur économie et de les préparer à des emplois de qualification.

ANCIENNEMENT, les travaux des femmes et des hommes

étaient clairement définis. A l'homme appartenait le rôle de faire la pêche et la chasse, d'apporter le gibier et la venaison jusqu'à la porte de la cabane et le poisson jusqu'au lieu de débarquement. Il fournissait le bois et les écorces nécessaires pour bâtir la cabane mais il ne s'occupait pas de celle qu'il fallait dresser dans les voyages. Les ouvrages les plus rudes dans la construction des canots lui revenaient. La femme indienne était maîtresse de la cabane et elle accomplissait 60% de la main-d'oeuvre. Elle entrait, préparait et faisait sécher les viandes laissées à la porte par son mari; elle allait chercher dans le canot le poisson qu'il avait pris; elle fournissait l'eau et le bois nécessaire à l'entretien du feu et à la cuisson des aliments. Elle préparait la terre pour recevoir les graines, semait et récoltait courges, maïs et haricots. Elle confectionnait des mocassins pour toute la famille, tressait les nattes, tanait les peaux, ourlait les robes, les tuniques et les jambières, façonnait les plats d'écorce, etc. Entre l'homme et la femme, l'union

des capacités et la répartition des tâches faisaient qu'à eux deux, ils pouvaient se suffire à eux-mêmes. Ils incarnaient une multitude de métiers appris et suivis par tradition selon un apprentissage long et précis dans les domaines les plus divers. Ils arrivaient à devenir de vrais professionnels dans chacune de leur occupation.

MALGRÉ L'intégration de la femme indienne dans l'économie familiale, elle est encore de nos jours mise à l'écart de l'économie du village.

"La femme indienne d'aujourd'hui, c'est comme n'importe quelle femme blanche. Elle s'occupe des enfants et du ménage. Par contre elle ne doit pas s'occuper du business et de l'administration". (Ambroise O'Bomsawin, réserve d'Odanak)

Selon Denise Geoffroy, les Naskapis ont reconnu dernièrement l'égalité des droits pour les hommes et les femmes et ont fait admettre ce principe dans la Convention du Nord-Est québécois de façon à ce qu'ils puissent tous en bénéficier, même leurs descendants. Depuis le début de la mise en application de l'entente, les femmes ont participé aux divers programmes communautaires et elles ont vu à la bonne marche des affaires en occupant plusieurs postes administratifs: gérante, secrétaire, commis à l'information, travailleuse sociale, et, plus récemment, animatrice à la radio et agent de développement de la main-d'oeuvre. Elles sont par contre absentes du conseil de bande, du conseil d'administration de la Société de développement des Naskapis et du comité d'aide aux chasseurs.

L'artisanat: un palliatif à trois niveaux

SUIVANT la tradition légendaire, la femme indienne a toujours confectionné des produits utilitaires à partir des matières premières en provenance de son milieu naturel. L'artisanat est sans conteste le secteur économique le plus privilégié chez la femme autochtone. Vêtement, art décoratif,

objet usuel ne sont plus l'apanage exclusif du besoin immédiat. L'aspect économique et lucratif prend le dessus. A ceci, une Montagnaise de Shefferville âgée de 81 ans nous raconte: "L'artisanat s'éteint. Les gens d'aujourd'hui travaillent seulement s'ils gagnent quelque chose. Maintenant les femmes n'ont plus le goût de confectionner tout ce dont elles ont besoin car elles n'ont qu'à se rendre dans les centres d'achat pour trouver tout ce qui leur manque. Si la femme continue à délaissé le travail à la main, notre artisanat prendra fin. Les jeunes ne savent même plus rien faire dans ce domaine. C'est dommage car les gens de la génération actuelle et à venir n'auront plus grand chose à s'enorgueillir s'ils ne pensent pas davantage à conserver les richesses de leur culture. Je n'ai jamais demandé à être payée pour ce que je fais. J'enseigne encore l'artisanat à plusieurs jeunes filles et j'aimerais qu'il y en ait beaucoup d'autres qui viennent me voir. Je souffre beaucoup du changement. Les Indiens abandonnent tout ce qui comptait dans le passé pour accepter un nouveau mode de vie. Moi je continuerai à travailler de mes mains, à faire des raquettes, des bottes et des mocassins jusqu'à ce que je n'aie plus la force de continuer. Lorsque je mourrai, je ne veux pas avoir des habits de blancs et finir ma vie d'une façon que j'ai toujours refusée!"

MALGRÉ une lacune certaine dans la tradition orale et la demande toujours croissante de cours sur les différentes techniques, l'artisanat dans les réserves va toujours croissant. On assiste à trois types de production: La production individuelle ou familiale dont le rythme suit la courbe des besoins financiers, de la disponibilité de chacun, du temps de fabrication et de l'approvisionnement en matériaux de base. Le calendrier de travail varie aussi selon la saison, la fluctuation du marché et les conditions climatiques. Cette production est sélective, saisonnière et répond seulement à une clientèle de passage. Pour les groupes mieux organisés le même type de production s'améliore de commandes provenant

de l'extérieur. Nous trouvons ensuite l'entreprise commerciale organisée de façon plus formelle et localisée surtout près des grands centres urbains ou touristiques sous forme de coopération, d'association ou d'atelier de production. Lorsque l'entreprise touche la population masculine, les opportunités et les ouvertures de fonds semblent plus faciles. Lorsque les femmes veulent se regrouper pour produire davantage, elles doivent faire face au manque de local (Natashquan, Mingan, Pointe-Bleue entre autres). A Weymontachie, plusieurs projets ont déjà pris naissance mais leur durée ne dépasse jamais un mois car il n'y a pas de débouché et les femmes perdent leur intérêt.

Lorsque la femme indienne décide de sortir de l'ornière de l'artisanat et du revenu à la pièce, elle se heurte à tant de problèmes quasi insolubles et gigantesques qu'elle a tôt fait de reprendre l'ourlage des mocassins.

Le taux d'emploi de la population autochtone et son revenu par travailleur varient considérablement selon la collectivité, l'année et la saison. Mais dans chaque province et dans chaque territoire, un fait n'en demeure pas moins certain et alarmant: il existe un écart important entre la place qu'occupent les autochtones sur le marché du travail et celle des autres groupes ethniques. Ce problème n'est pas une situation actualisée mais résulte de l'interaction au cours des siècles de facteurs économiques, sociaux et culturels très complexes qui ont multiplié les obstacles à l'emploi rémunérateur et régulier.

1. Le manque d'information: Il fut un temps où le gouvernement et les chefs d'entreprise se demandaient si on pouvait en toute conscience encourager les autochtones à participer à des activités industrielles sans nuire à leur culture. Ils sont donc eux-mêmes responsables de cette "mise sur la voie de service". Si les femmes non-autochtones reçoivent toute l'information désirée . . . et même davantage par tous les média qui sont à leur disposition, dans les réserves la situation est inversée: il faut aller chercher l'information et savoir lire ce qui n'est pas toujours le cas. Devant un problème,

la femme indienne ne sait pas où s'adresser. Elle ignore la plupart de ses droits et passe trop souvent à côté de tous les services dont elle pourrait bénéficier.

2. Le manque d'éducation: La plupart des réserves offrent l'école primaire mais, dès le secondaire, l'enfant doit quitter son milieu naturel. Les femmes de La Tuque nous expliquent le problème: Les jeunes abandonnent l'école à cause de l'exil. Il faut qu'ils s'adaptent à tout: à la ville, à la famille d'accueil, aux camarades d'école, à l'enseignement, etc. Le changement radical et le racisme, l'ennui et la difficulté d'adaptation augmentent de façon certaine le nombre d'abandons scolaires. Il existe deux courants d'interprétation: dans les réserves comme celle de Kanawake qui bordent les grandes villes, malgré l'encouragement des parents à la poursuite des études, la jeune fille se trouve attirée par la facilité d'emploi et l'attrait de l'argent immédiat même s'il y a peu de promesse pour l'avenir. Par contre, dans les réserves où la pénurie d'emploi sévit aux alentours, la réflexion est la suivante: à quoi bon étudier lorsque les blancs n'arrivent même pas à se placer avec des diplômes! Leur seule possibilité d'avenir est de vivre au crochet de la communauté.

3. Le manque de formation: Si la jeunesse actuelle présente une carence au niveau scolaire, la situation est beaucoup plus critique chez l'Indienne de trente ans et plus. Chez les Naskapis, toutes celles qui ont grandi avant leur installation à Shefferville n'ont pas eu la chance de fréquenter l'école et ne possèdent aucune qualification requise pour occuper les emplois disponibles. Elles sont encore jeunes, ont des enfants d'âge scolaire ou des adolescents et elles veulent s'impliquer pleinement dans le développement économique et social de leur communauté. Elles ont décidé de prendre en main leur formation soit dans l'apprentissage d'un métier, soit en éducation de base. Elles se sont même initiées à des métiers habituellement réservés aux hommes comme celui de charpentier-menuisier. Même Marie Guanish est maintenant opératrice de machine lourde.

En général, le manque de formation empêche la femme autochtone soit de trouver du travail, soit d'accéder à un emploi mieux rémunéré. La perspective actuelle est peu reluisante. Chacune se sent plafonnée dès le départ à des tâches inférieures parce qu'insuffisamment préparée. D'autres femmes voient dans la formation non pas un débouché économique mais un moyen tangible d'économiser. Notons la demande accrue de cours de couture à Maria et à Restigouche.

4. Le manque d'ouverture d'emplois dans les réserves: La plupart des autochtones préféreraient voir s'implanter des activités économiques dans leur propre collectivité plutôt que d'immigrer ou de faire la navette entre leur domicile et leur lieu de travail. La situation géographique des réserves n'améliore pas la situation. Considérées comme zone isolée ou rurale, plusieurs d'entre elles ne sont même pas accessibles par voie de terre. Lorsque le marché est à proximité, les femmes doivent faire face à un autre problème, celui des garderies.

5. La politique d'embauche des employeurs: Ce n'est pas tant le genre de travail disponible mais la politique d'embauche qui doit être mise en évidence, le manque de système de soutien pour l'employé et l'acceptation de l'autochtone par son milieu de travail. Les motifs de non-embauche sont fallacieux. Le cercle vicieux: pas d'embauche sans éducation, roule à un train d'enfer. Les jeunes, après le primaire, doivent s'exiler pour parfaire leurs études. Pour la femme de trente ans et plus, et n'ayant jamais eu de formation, il est très difficile d'aller sur les bancs de l'école et le refus d'embauche continue, entretenant le mal à ses racines.

6. L'inexpérience: Le manque d'expérience ne devrait pas constituer en soi une entrave à l'emploi. L'employeur assimile souvent inexpérience et inaptitude. Il faut avoir, au préalable, occupé une série de petits emplois mal rémunérés et avoir traversé une période de faible rendement pour obtenir un emploi stable et valorisant. Lorsque les

femmes se présentent pour un travail manuel en ayant une longue habitude dans ce domaine, l'employeur se contente souvent de les "expédier" en ne se basant que sur leur condition de personne illettrée.

7. Discrimination: tant au niveau de l'embauche, du salaire que de l'avancement. Les non-autochtones ont tendance à sous-estimer les aptitudes des autochtones à bien s'acquiescer de leur travail. Si l'indienne arrive à trouver un emploi, elle doit faire face aux attitudes, aux préjugés de ses compagnes de travail. Si on a trop souvent reproché aux Indiens leur manque d'assiduité, ce climat rempli de tension et de découragement en est souvent la cause.

8. Problème de communication: Le faible niveau de scolarité empêche les autochtones de lire et d'écrire convenablement la langue usuelle de la province. Plus l'Indienne est âgée, moins elle parle le français ou l'anglais couramment. Faute de pouvoir convenablement s'exprimer, on la traite d'incapable.

L E PROBLÈME d'isolement géographique, culturel et social confine la femme autochtone dans l'étroitesse de sa maison. La guerre des femmes pour l'indépendance n'a pas franchi le seuil des réserves. On assiste au long silence de l'absurdité. Dans un pays, dans une province où chaque cause est montée en manchette, où chaque refus fait l'objet d'un procès, comment peut-on comprendre que les femmes autochtones soient mises au rencart de la société active et laissées pour compte dans l'effervescence économique actuelle.

Le gouvernement estime que la situation économique s'est améliorée au cours des dernières années par la hausse du niveau d'instruction, offrant de ce fait à la nouvelle génération un meilleur débouché dans le domaine de l'emploi. Mais quel rôle la femme indienne peut-elle jouer dans cette machine qui court plus vite qu'elle! Si elle semble se réveiller en revendiquant ses droits et son statut, quand brandira-t-elle la bannière de la révolte pour devenir une femme à part entière dans l'économie de notre pays!